



Cahier Spécial des Charges

SEN24002-10483

Marché de services relatif à l'« Appui pour le développement de noyaux laitiers dans les régions de Thiès et Fatick »

Pays : Sénégal

Table des matières

1	Généralités	4
1.1	Déroptions aux Règles Générales d'Exécution	4
1.2	Pouvoir adjudicateur	4
1.3	Cadre institutionnel d'Enabel	4
1.4	Règles régissant le marché	5
1.5	Définitions	6
1.6	Confidentialité	7
1.7	Obligations déontologiques	8
1.8	Droit applicable et tribunaux compétents	9
2	Objet et portée du marché	10
2.1	Nature du marché	10
2.2	Objet du marché	10
2.3	Lots	10
2.4	Postes	10
2.5	Durée	10
2.6	Variantes	10
2.7	Quantités	10
3	Procédure	11
3.1	Mode de passation	11
3.2	Publication	11
3.3	Information	11
3.4	Offre	12
3.5	Introduction des offres ⁹	13
3.6	Modification ou retrait d'une offre déjà introduite	14
3.7	Ouverture des offres	14
3.8	Evaluation des offres	14
3.9	Conclusion du marché	17
4	Dispositions contractuelles particulières	18
4.1	Définitions (Art. 2)	18
4.2	Correspondance avec le prestataire de services (Art. 10)	18
4.3	Fonctionnaire dirigeant (Art. 11)	18
4.4	Sous-traitants (Art. 12-15)	19
4.5	Confidentialité (Art. 18)	19
4.6	Droits intellectuels (Art. 19-23)	19
4.7	Cautionnement (Art. 25-33)	19
4.8	Conformité de l'exécution (Art. 34)	20
4.9	Circonstances imprévisibles (Art. 38/9)	20

4.10	Réception technique préalable (Art. 41-42).....	20
4.11	Moyens d'action du pouvoir adjudicateur (Art. 44-51 et 154-155)	20
4.12	Modalités d'exécution (Art. 146 et seq.).....	22
4.13	Conditions générales de paiement (Art. 66-72 et 160)	22
4.14	Fin du marché (Art. 64-65, 150 et 156-157)	23
4.15	Modifications du marché (Art. 37-38 et 151).....	24
4.16	Litiges (Art. 73)	24
5	Termes de Référence	25
5.1	Contexte et justification	25
5.2	Objectifs de la mission.....	28
5.3	Résultats attendus.....	28
5.4	Métrologie et phases indicatives de mission	30
5.5	Livrables attendus	31
5.6	Modalités de paiement	31
5.7	Durée, cibles et zone d'intervention de mission	32
5.8	Profil du prestataire.....	32
6	Formulaires	35
6.1	Formulaire d'identification.....	35
6.2	Signalétique financier et Relevé d'Identité Bancaire (RIB).....	36
6.3	Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires	37
6.4	Procuration.....	38
6.5	Enregistrement et statut juridique.....	38
6.6	Document Unique de Marché Européen (DUME).....	38
6.7	Attestation de régularité relative au paiement des cotisations sociales	38
6.8	Attestation de régularité relative au paiement des impôts et taxes.....	38
6.9	Attestation de non-faillite	38
6.10	Etats financiers	39
6.11	Liste des services similaires	40
6.12	Certificats de bonne exécution.....	41
6.13	Offre financière et formulaire d'offre	42
6.14	Méthodologie	44
6.15	Experts proposés	45
6.16	Déclaration d'exclusivité et de disponibilité.....	46

1 Généralités

1.1 Dérogations aux Règles Générales d'Exécution

La section 4 « Conditions contractuelles et administratives particulières » du présent Cahier Spécial des Charges contient les clauses administratives et contractuelles particulières applicables au présent marché public par dérogation à l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 ou qui complètent ou précisent celui-ci.

Dans le présent cahier spécial des charges, il n'est pas dérogé aux Règles Générales d'Exécution.

Conformément à l'article 14, §2, 5° de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la transmission et la réception des offres doivent être réalisés par l'utilisation de la transmission par voie postale ou tout autre service de portage approprié. Le dépôt des offres sous format électronique via l'application e-tendering n'étant pas suffisamment supporté par les dispositifs d'accès à internet à la disposition des opérateurs économiques locaux, le pouvoir adjudicateur considère qu'il n'est pas approprié d'imposer l'obligation d'utilisation de moyens de communication électronique.

1.2 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel, Agence belge de coopération internationale, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles).

Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. En outre, elle peut exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.

Pour ce marché, Enabel est valablement représentée par M. Abou Fassi-Fihri, Directeur pays, Enabel au Sénégal.

1.3 Cadre institutionnel d'Enabel

Le cadre de référence général dans lequel travaille Enabel est :

- La Loi belge du 19 mars 2013 relative à la Coopération au Développement¹ ;
- La Loi belge du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société de droit public² ;
- La Loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération Technique Belge et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de coopération internationale, publiée au Moniteur belge du 11 décembre 2017.

Les développements suivants constituent eux aussi un fil rouge dans le travail d'Enabel. Citons, à titre de principaux exemples :

- Sur le plan de la coopération internationale : les Objectifs de Développement Durable des Nations unies, la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'alignement de l'aide ;

¹ M.B. du 30 décembre 1998, du 17 novembre 2001, du 6 juillet 2012, du 15 janvier 2013 et du 26 mars 2013.

² M.B. du 1er juillet 1999.

- Sur le plan de la lutte contre la corruption : la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003³, ainsi que la loi du 10 février 1999 relative à la répression de la corruption transposant la Convention relative à la lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers dans des transactions commerciales internationales ;
- Sur le plan du respect des droits humains : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations unies (1948) ainsi que les 8 conventions de base de l'Organisation Internationale du Travail consacrant en particulier le droit à la liberté syndicale (C. n° 87), le droit d'organisation et de négociation collective (C. n° 98), l'interdiction du travail forcé (C. n° 29 et 105), l'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération (C. n° 100 et 111), l'âge minimum fixé pour le travail des enfants (C. n° 138), l'interdiction des pires formes de ce travail (C. n° 182) ;
- Sur le plan du respect de l'environnement : La Convention-cadre sur les changements climatiques de Paris, le douze décembre deux mille quinze ;
- Le premier contrat de gestion entre Enabel et l'Etat fédéral belge (approuvé par l'Arrêté Royal du 17 décembre 2017, M.B. 22 décembre 2017) qui arrête les règles et les conditions spéciales relatives à l'exercice des tâches de service public par Enabel pour le compte de l'Etat belge ;
- Le Code éthique de Enabel de janvier 2019, ainsi que la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019.

1.4 Règles régissant le marché

Le marché public est régi par le droit belge, notamment :

- La Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics⁴ ;
- La Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services⁵ ;
- L'A.R. du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques⁶ ;
- L'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics⁷ ;
- Les Circulaires du Premier Ministre en matière de marchés publics ;
- La Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;
- La Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;
- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement Général relatif à la Protection des données, ci-après RGPD) ;

³ M.B. du 18 novembre 2008.

⁴ M.B. 14 juillet 2016.

⁵ M.B. du 21 juin 2013.

⁶ M.B. 9 mai 2017.

⁷ M.B. 27 juin 2017.

- La Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.
- Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur www.publicprocurement.be, le code éthique et les politiques de Enabel mentionnées ci-dessus sur le site web de Enabel, ou <https://www.enabel.be/fr/content/lethique-enabel>.

1.5 Définitions

Dans le cadre de ce marché, il faut comprendre par :

- Le soumissionnaire : un opérateur économique qui présente une offre ;
- L'adjudicataire / prestataire de services : le soumissionnaire à qui le marché est attribué ;
- Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicateur : Enabel, représentée par le Représentant résident d'Enabel au Sénégal ;
- L'offre : l'engagement du soumissionnaire d'exécuter le marché aux conditions qu'il présente ;
- Jours : A défaut d'indication dans le cahier spécial des charges et réglementation applicable, tous les jours s'entendent comme des jours calendrier ;
- Documents du marché : Cahier Spécial des Charges, y inclus les annexes et les documents auxquels ils se réfèrent ;
- Spécification technique : Une spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit ou d'un service, tels que les niveaux de qualité, les niveaux de la performance environnementale et climatique, la conception pour tous les besoins, y compris l'accessibilité pour les personnes handicapées, et l'évaluation de la conformité, la propriété d'emploi, l'utilisation du produit, la sécurité ou les dimensions, y compris les prescriptions applicables au produit en ce qui concerne le nom sous lequel il est vendu, la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essais, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, les instructions d'utilisation, les processus et méthodes de production à tout stade du cycle de vie de la fourniture ou du service, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité ;
- Variante : un mode alternatif de conception ou d'exécution qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;
- Option : un élément accessoire et non strictement nécessaire à l'exécution du marché, qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;
- Inventaire : le document du marché qui fractionne les prestations en postes différents et précise pour chacun d'eux la quantité ou le mode de détermination du prix ;
- Les Règles Générales d'Exécution (RGE) : les règles se trouvant dans l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
- Le Cahier Spécial des Charges (CSC) : le présent document ainsi que toutes ses annexes et documents auxquels il fait référence ;
- BDA : le Bulletin des Adjudications ;

- JOUE : le Journal Officiel de l'Union européenne ;
- La pratique de corruption : toute proposition de donner ou consentir à offrir à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution du marché ou à l'exécution du marché conclu avec le pouvoir adjudicateur ;
- Le litige : l'action en justice ;
- Sous-traitant au sens de la réglementation relative aux marchés publics : l'opérateur économique proposé par un soumissionnaire ou un adjudicataire pour exécuter une partie du marché ;
- Responsable de traitement au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ;
- Sous-traitant au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ;
- Destinataire au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers ;
- Donnée personnelle : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Une personne physique identifiable est une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant tel que le nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques de l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

1.6 Confidentialité

1.6.1 Traitement des données à caractère personnel

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées dans le cadre de cette présente procédure de marché public avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

1.6.2 Confidentialité

Le soumissionnaire ou l'adjudicataire et Enabel sont tenus au secret à l'égard des tiers concernant toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre du présent marché et ne transmettront celles-ci à des tiers qu'après accord écrit et préalable de l'autre partie. Ils ne diffuseront ces informations confidentielles que parmi les préposés concernés par la mission. Ils garantissent que ces préposés seront dûment informés de leurs obligations de confidentialité et qu'ils les respecteront.

Déclaration de confidentialité d'Enabel : Enabel est sensible à la protection de votre vie privée. Nous nous engageons à protéger et à traiter vos données à caractère personnel avec

soin, transparence et dans le strict respect de la législation en matière de protection de la vie privée⁸.

1.7 Obligations déontologiques

Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du candidat, du soumissionnaire ou de l'adjudicataire d'autres marchés publics pour Enabel.

Pendant la durée du marché, l'adjudicataire et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire. Le soumissionnaire ou l'adjudicataire est tenu de respecter les normes fondamentales en matière de travail, convenues au plan international par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), notamment les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession et sur l'abolition du travail des enfants.

Conformément à la Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de Enabel, l'adjudicataire et son personnel ont le devoir de faire montre d'un comportement irréprochable à l'égard des bénéficiaires des projets et de la population locale en général. Il leur convient de s'abstenir de tout acte qui pourrait être considéré comme une forme d'exploitation ou d'abus sexuels et de s'approprier des principes de base et des directives repris dans cette politique.

Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec des concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres et des candidatures entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre.

De plus, afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

L'adjudicataire du marché s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels. L'adjudicataire ayant payé des dépenses commerciales inhabituelles est susceptible, selon la gravité des faits observés, de voir son contrat résilié ou d'être exclu de manière permanente.

Conformément à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption, les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be>.

⁸ Voir aussi : <https://www.enabel.be/fr/content/declaration-de-confidentialite-denabel>

1.8 Droit applicable et tribunaux compétents

Le marché doit être exécuté et interprété conformément au droit belge. Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché. En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire, les parties se concerteront pour trouver une solution. À défaut d'accord, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents pour trouver une solution (voir également point 4.16 « Litiges (Art. 73) »).

2 Objet et portée du marché

2.1 Nature du marché

Marché public de services.

2.2 Objet du marché

Ce marché de services consiste en un « appui pour le développement de noyaux laitiers dans les régions de Thiès et Fatick », conformément aux conditions du présent cahier spécial des charges.

2.3 Lots

Le marché n'est pas divisé en lot. Une offre pour une partie du lot unique est irrecevable. Le pouvoir adjudicateur n'envisage pas la division du marché en lots étant donné que les besoins forment un ensemble cohérent, si bien que l'allotissement serait de nature à rendre techniquement difficile l'exécution du marché.

2.4 Postes

Le marché est composé des postes mentionnés au point 6.13 « Offre financière et formulaire d'offre ».

Ces postes seront groupés et forment un seul marché. Le soumissionnaire est tenu de remettre un prix pour tous les postes du marché.

2.5 Durée

Le marché entre en vigueur à la date de notification de son attribution.

Les prestations doivent être exécutées dans un délai maximal de **18 mois** à compter de cette notification.

Le marché prend fin après la réception définitive des prestations.

(Voir également points 4.12.2 « Délais et clauses (Art. 147) » et 4.14 « Fin du marché (Art. 64-65, 150 et 156-157) »).

2.6 Variantes

Chaque soumissionnaire ne peut introduire qu'une seule offre. Les variantes ne sont pas admises.

2.7 Quantités

Les quantités sont mentionnées au point 5 « Termes de Référence ».

3 Procédure

3.1 Mode de passation

Le présent marché est attribué, en application de l'article 36 de la loi du 17 juin 2016, via une procédure ouverte.

3.2 Publication⁹

Le présent marché fait l'objet d'une publication officielle dans le Bulletin des Adjudications (BDA) et dans le Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE).

Le présent cahier spécial des charges est publié sur le site web d'Enabel (www.enabel.be).

3.3 Information

L'attribution de ce marché est coordonnée par la cellule contractualisation d'Enabel au Sénégal. Aussi longtemps que court la procédure, tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les soumissionnaires (éventuels) concernant le présent marché se font exclusivement via ce service / cette personne. Il est interdit aux soumissionnaires (éventuels) d'entrer en contact avec le pouvoir adjudicateur d'une autre manière au sujet du présent marché, sauf disposition contraire dans le présent cahier spécial des charges.

Au plus tard 15 jours calendrier avant la date limite de réception des offres, les soumissionnaires peuvent poser des questions sur le cahier spécial des charges et le marché, et ce conformément à l'Art. 64 de la Loi du 17 juin 2016. Les questions doivent être adressées par écrit à :

M. Seydina Ibrahim Niabaly
Expert contractualisation, Enabel au Sénégal
ibrahim.niabaly@enabel.be

Cc à :

Mme Sofia Haesevelde
Experte contractualisation, Enabel au Sénégal
sofia.haesevelde@enabel.be

Il y sera répondu au fur et à mesure de leur réception. L'aperçu complet des questions posées et des réponses sera disponible au plus tard 13 jours calendrier avant la date limite de réception des offres à l'adresse susmentionnée et sur le site web d'Enabel. Jusqu'à la notification de la décision d'attribution, il ne sera donné aucune information sur l'évolution de la procédure.

Le soumissionnaire est censé introduire son offre en ayant pris connaissance et en tenant compte des clarifications / rectifications éventuelles concernant l'avis de marché ou le cahier spécial des charges qui sont publiées ou qui lui sont envoyées.

À cet effet, si le soumissionnaire a téléchargé le cahier spécial des charges, il lui est vivement conseillé de transmettre ses coordonnées au gestionnaire mentionné ci-dessus et de se

⁹ Considérant l'article 14, §2, 1° de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, il ne serait pas approprié d'imposer l'obligation d'utiliser les moyens de communication électroniques visée à l'article 14, § 7, de la Loi.

La nature du marché en question est telle que les opérateurs économiques nationaux ou régionaux, n'ont pas un accès égal face aux exigences liées à l'utilisation de la plateforme fédérale belge « e-Procurement ». Les caractéristiques techniques peuvent donc être discriminatoires et peuvent restreindre l'accès des opérateurs économiques à la procédure de passation, notamment, en matière de vitesse et de qualité de la connexion internet, ainsi que de la qualité du réseau de transport d'électricité. De plus, les formes particulières prévues par cette plateforme du point de vue de la signature électronique ne sont pas encore compatibles avec les TIC généralement utilisées.

renseigner sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires. Les soumissionnaires qui ont téléchargé le cahier spécial des charges sont également invités à consulter le site web d'Enabel (<https://www.enabel.be/fr/marches-publics/>).

Le soumissionnaire est tenu de dénoncer immédiatement toute lacune, erreur ou omission dans les documents du marché qui rende impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, au plus tard dans un délai de 15 jours avant la date limite de réception des offres.

3.4 Offre

3.4.1 Données à mentionner dans l'offre

L'offre du soumissionnaire comprendra les sections distinctes mentionnées ci-dessous (voir le point 6 « Formulaires ») :

- Le formulaire d'identification ;
- La procuration et/ou signature autorisée ;
- La déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires ;
- Le DUME et les documents relatifs à la sélection ;
- L'offre technique ;
- Le formulaire d'offre financière.

Le soumissionnaire est tenu d'utiliser le formulaire d'offre joint en annexe. A défaut d'utiliser ce formulaire, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire. L'offre et les annexes jointes au formulaire d'offre sont rédigées en français.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente et déclare accepter toutes les conditions énumérées dans le cahier spécial des charges.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

3.4.2 Détermination des prix

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement HTVA et libellés en euros (€), arrondis à deux chiffres après la virgule.

Le présent marché est un marché à prix global, ce qui signifie que le prix global est forfaitaire et couvre l'ensemble des services du marché. Le prix global sera, si nécessaire, calculé sur la base d'une ventilation du prix forfaitaire. Dans ce cas, un prix forfaitaire sera indiqué pour chaque poste de la ventilation détaillée. Le prix global sera calculé en additionnant les différents prix forfaitaires pour tous ces postes.

En application de l'article 37 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, le pouvoir adjudicateur peut effectuer toutes les vérifications sur pièces comptables et tous contrôles sur place de l'exactitude des indications fournis dans le cadre de la vérification des prix.

3.4.3 Éléments inclus dans les prix

Le soumissionnaire est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais, taxes, mesures et charges quelconques inhérents à l'exécution du marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée. Sont notamment inclus dans les prix :

Les honoraires et les per diem, les frais de logement, les frais de transport internationaux, les frais d'assurance, les frais de sécurité, les frais de visas, les frais de communication, les frais administratifs et de secrétariat, les frais d'impression, le coût de la documentation relative aux services et éventuellement exigée par le pouvoir adjudicateur, la production et la livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution des services, les frais de réception, tous les frais, coûts de personnel et de matériel nécessaires pour l'exécution du présent marché, la rémunération à titre de droit d'auteur, l'achat ou la location auprès de tiers de services nécessaires pour l'exécution du marché, les frais relatifs aux droits de propriété intellectuelle.

En cas de prolongation du contrat, les prix unitaires mentionnés dans l'offre sont applicables.

3.4.4 Période de validité des offres

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant un délai de 120 jours calendrier, à compter de la date limite de réception.

3.5 Introduction des offres⁹

Sans préjudice des variantes éventuelles, le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre par marché.

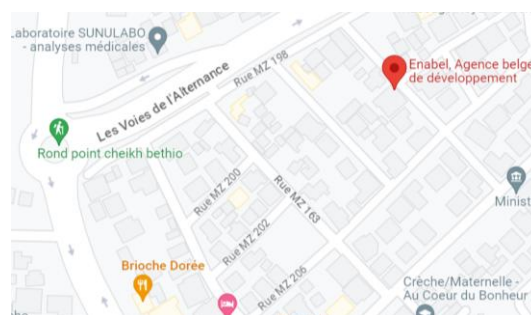
L'offre sera rédigée en **2 exemplaires**, dont un exemplaire portera la mention « **original** » et l'autre exemplaire sera **soumis en un ou plusieurs fichiers PDF sur une clé USB**. En cas de divergence, l'original prévaut.

L'offre y compris ses annexes, ainsi que tous les documents d'accompagnement doivent être numérotés et signés (**signature manuscrite originale**) par le soumissionnaire ou son mandataire. Il en va de même de toute surcharge, rature ou mention qui y serait apportée. Le mandataire doit faire apparaître qu'il est autorisé à engager le soumissionnaire. Si le soumissionnaire est une société / association sans personnalité juridique, constituée de personnes physiques ou morales distinctes (association momentanée), l'offre doit être signée par chacune de ces personnes.

L'original et les « copies » signés et datés seront envoyés à l'adresse ci-dessous sous enveloppe scellée portant la mention « **OFFRE** », et le numéro du cahier spécial des charges (**SEN24002-10483**).

L'offre devra être réceptionnée **avant le mardi 08 septembre 2026 à 12h00 (GMT)** et transmise à :

M. Ibrahim Niabaly
Expert en contractualisation
Enabel au Sénégal
Lot 52, Sotrac Mermoz
Dakar, Sénégal



a) Par la poste (envoi normal ou recommandé) : Dans ce cas, le pli scellé est glissé dans une seconde enveloppe fermée.

b) Par remise contre accusé de réception.

Le service est accessible, tous les jours ouvrables, pendant les heures de bureau : de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00. Toutes les heures sont celles propres au fuseau horaire du pays du pouvoir adjudicateur (Sénégal).

Toute demande de participation ou offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt. Les demandes de participation ou les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées (cf. Art. 83 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017).

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que l'accès aux bureaux de l'Agence belge de coopération internationale (Enabel) est sécurisé. Il est donc vivement recommandé aux soumissionnaires de prévoir un délai suffisant afin de déposer les offres avant la date et l'heure limite de dépôt.

3.6 Modification ou retrait d'une offre déjà introduite

Afin de modifier ou de retirer une offre déjà envoyée ou introduite, une déclaration écrite est exigée, correctement signée par le soumissionnaire ou par son mandataire. L'objet et la portée des modifications doivent être mentionnés de façon précise. Le retrait doit être inconditionnel.

Le retrait peut également être communiqué via un moyen électronique, pour autant qu'il soit confirmé par lettre recommandée déposée à la poste ou contre accusé de réception au plus tard le jour avant la date limite de réception des offres.

3.7 Ouverture des offres

Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur avant la date et l'heure limites, ainsi qu'à l'adresse indiquées aux point 3.5 « Introduction des offres ». L'ouverture des offres est publique. La séance d'ouverture des offres se fera à l'adresse indiquée ci-dessus pour le dépôt des offres.

Lors de la séance d'ouverture, les noms des soumissionnaires, les notifications écrites des modifications et des retraits, ainsi que toute autre information jugée appropriée seront annoncés par le pouvoir adjudicateur.

3.8 Evaluation des offres

3.8.1 Motifs d'exclusion

Les motifs d'exclusion obligatoires et facultatifs sont renseignés en annexe du présent cahier spécial des charges.

Par le dépôt de son offre accompagnée du document unique de marché européen (DUME), le soumissionnaire déclare officiellement sur l'honneur :

1° qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion obligatoires ou facultatifs, qui doit ou peut entraîner son exclusion ;

2° qu'il répond aux critères de sélection qui ont été établis par le pouvoir adjudicateur dans le présent marché.

ATTENTION! Les soumissionnaires doivent, sous peine d'irrégularité substantielle, joindre à leur offre le formulaire DUME, complété, daté et signé par la/les personnes pouvant valablement engager le soumissionnaire (voir formulaire 6.6 du présent CSC).

Pour cela, les soumissionnaires doivent soit compléter le DUME joint en annexe, soit générer leur réponse sur le site : <https://espd.eop.bg/espd-web/filter?lang=fr>.

En cas d'association momentanée, le soumissionnaire doit, sous peine d'irrégularité substantielle, joindre à son offre un Document Unique de Marché Européen (DUME) complété, daté et signé par le chef de file et chaque membre de l'association.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au soumissionnaire, à tout moment de la procédure, de fournir tout ou partie des documents justificatifs, si cela est jugé nécessaire pour assurer le bon déroulement de la procédure.

Le soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée fournira à la demande du pouvoir adjudicateur les renseignements et documents permettant de vérifier sa situation personnelle (voir point 6 « Formulaires »).

A l'exception des motifs d'exclusion relatifs aux dettes fiscales et sociales, le soumissionnaire qui se trouve dans l'une des situations d'exclusion obligatoires ou facultatives peut prouver d'initiative qu'il a versé ou entrepris de verser une indemnité en réparation de tout préjudice causé par l'infraction pénale ou la faute, clarifié totalement les faits et circonstances en collaborant activement avec les autorités chargées de l'enquête et pris des mesures concrètes de nature technique et organisationnelle et en matière de personnel propres à prévenir une nouvelle infraction pénale ou une nouvelle faute.

Le pouvoir adjudicateur peut également vérifier s'il existe des motifs d'exclusion des sous-traitants au sens des articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016.

3.8.2 Critères de sélection

En vue de la sélection qualitative des soumissionnaires et en vertu de l'Art. 65 à 74 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017, le soumissionnaire doit joindre à son offre un dossier de sélection contenant les informations demandées au point 6 « Formulaires » sa capacité économique et financière (cf. point 6.10 « Etats financiers ») ainsi que sa capacité technique (cf. point 6.11 « Liste des services similaires » et point 6.12 « Certificats de bonne exécution »).

Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection sont prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris ci-dessous, dans la mesure où ces offres sont régulières.

Un soumissionnaire peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Il doit, dans ce cas, apporter la preuve au pouvoir adjudicateur que, pour l'exécution du marché, il disposera des moyens nécessaires, notamment par la production de l'engagement de ces entités de mettre de tels moyens à la disposition du fournisseur. Dans les mêmes conditions, un groupement de soumissionnaires (association momentanée) peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou celles d'autres entités.

3.8.3 Régularité des offres

Avant de procéder à l'évaluation et à la comparaison des offres, le pouvoir adjudicateur examine leur régularité.

Les offres doivent être établies de manière telle que le pouvoir adjudicateur puisse faire son choix sans entrer en négociation avec le soumissionnaire. Pour cette raison, et afin de pouvoir juger les offres sur pied d'égalité, il est fondamental que les offres soient entièrement conformes aux dispositions du cahier spécial des charges, tant au plan formel que matériel.

Les offres substantiellement irrégulières sont exclues.

Constitue une irrégularité substantielle celle qui est de nature à donner un avantage discriminatoire au soumissionnaire, à entraîner une distorsion de concurrence, à empêcher l'évaluation de l'offre du soumissionnaire ou la comparaison de celle-ci aux autres offres, ou à rendre inexistant, incomplet ou incertain l'engagement du soumissionnaire à exécuter le marché dans les conditions prévues.

Sont réputées substantielles notamment les irrégularités suivantes :

1° Le non-respect du droit environnemental, social ou du travail, pour autant que ce non-respect soit sanctionné pénalement ;

2° Le non-respect des exigences visées aux articles 38, 42, 43, § 1^{er}, 44, 48, § 2, alinéa 1^{er}, 54, § 2, 55, 83 et 92 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017 et par l'article 14 de la Loi, pour autant qu'ils contiennent des obligations à l'égard des soumissionnaires ;

3° Le non-respect des exigences minimales et des exigences qui sont indiquées comme substantielles dans les documents du marché ;

4° Les offres qui ne comportent pas de signature manuscrite originale sur le formulaire d'offre.

Le pouvoir adjudicateur déclare également nulle l'offre qui est affectée de plusieurs irrégularités non substantielles qui, du fait de leur cumul ou de leur combinaison, sont de nature à avoir les mêmes effets que décrits ci-dessus (conformément à l'article 76 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017).

3.8.4 Critères d'attribution

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre régulière qu'il juge la plus avantageuse en tenant compte des critères suivants :

- **Méthodologie : 40 points**

La méthodologie proposée (compréhension des Termes de Référence, approche, calendrier des activités) doit être basée sur les instructions décrites dans les Termes de Référence et au point 6.14 « Méthodologie ». Elle est soumise à évaluation selon les sous-critères suivants :

1.	Compréhension des Termes de Référence	10 points
2.	Approche	20 points
3.	Calendrier des activités	10 points

- **Qualifications et expérience des experts principaux : 30 points**

Les experts principaux sont les experts dont la participation est considérée comme essentielle à la réalisation des objectifs du marché. Leurs fonctions et responsabilités sont définies dans les Termes de référence.

1.	Expert principal 1 (Chef de mission) : Agroéconomiste, développement des filières/chaînes de valeur animales	15 points
----	--	-----------

2.	Expert principal 2 : Elevage/production laitière	08 points
3.	Expert principal 3 : Production végétale, développement communautaire et structuration des organisations de producteurs	07 points

Seules les offres ayant un score technique moyen d'au moins 50 points sur 70 points feront l'objet d'une évaluation financière.

- **Prix : 30 points**

En ce qui concerne le critère « prix », la formule suivante sera utilisée :

$$\text{Points offre A} = \frac{\text{montant offre la moins disant}}{\text{montant offre A}} * 30$$

3.8.5 Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui a remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse. Il faut néanmoins remarquer que, conformément à l'art. 85 de la loi du 17 juin 2016, il n'existe aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur d'attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à passer le marché, soit refaire la procédure, au besoin suivant un autre mode.

3.9 Conclusion du marché

Conformément à l'art. 88 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017, le marché a lieu par la notification au soumissionnaire choisi de l'approbation de son offre. La notification est effectuée par les plateformes électroniques, par courrier électronique.

Le contrat intégral consiste dès lors en un marché attribué par Enabel au soumissionnaire choisi conformément à :

- La lettre portant notification de la décision d'attribution ;
- Le présent CSC et ses annexes ;
- Le cas échéant, le compte-rendu de la réunion d'information et/ou les clarifications et/ou les rectifications ;
- L'offre approuvée de l'adjudicataire et toutes ses annexes ;
- Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.

Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des attributaires de ses marchés. Par l'introduction de son offre, l'adjudicataire du marché se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité, ainsi que le montant du contrat.

4 Dispositions contractuelles particulières

Le présent chapitre de ce cahier spécial des charges contient les clauses particulières applicables au présent marché public par dérogation aux « Règles Générales d'Exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics » de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013, ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des Règles Générales d'Exécution. En l'absence d'indication, les dispositions pertinentes des Règles générales d'exécution sont intégralement d'application.

Dans le présent cahier spécial des charges, il n'est pas dérogé aux Règles Générales d'Exécution.

Conformément à l'article 14, §2, 5° de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la transmission et la réception des offres doivent être réalisés par l'utilisation de la transmission par voie postale ou tout autre service de portage approprié. Le dépôt des offres sous format électronique via l'application e-tendering n'étant pas suffisamment supporté par les dispositifs d'accès à internet à la disposition des opérateurs économiques locaux, le pouvoir adjudicateur considère qu'il n'est pas approprié d'imposer l'obligation d'utilisation de moyens de communication électronique.

4.1 Définitions (Art. 2)

- Fonctionnaire dirigeant : Le fonctionnaire, ou toute autre personne, chargé de la direction et du contrôle de l'exécution du marché ;
- Cautionnement : Garantie financière donnée par l'adjudicataire couvrant ses obligations jusqu'à l'exécution complète du marché ;
- Réception technique : Vérification par le pouvoir adjudicateur que les produits à mettre en œuvre, les travaux effectués, les fournitures à livrer ou livrées, ou les services prestés répondent aux conditions imposées par le marché ;
- Réception : Constatation par le pouvoir adjudicateur de la conformité aux règles de l'art ainsi qu'aux conditions du marché de tout ou partie des travaux, fournitures ou services exécutés par l'adjudicataire ;
- Acompte : Paiement d'une partie du marché après service fait et accepté ;
- Avance : Paiement d'une partie du marché avant service fait et accepté ;
- Avenant : convention établie entre les parties liées par le marché en cours d'exécution du marché et ayant pour objet une modification des documents qui y sont applicables ;

4.2 Correspondance avec le prestataire de services (Art. 10)

Que des moyens électroniques soient utilisés ou non, les communications, les échanges et le stockage d'informations se déroulent de manière à assurer que l'intégrité et la confidentialité des données soient préservées. Le pouvoir adjudicateur peut autoriser ou imposer l'utilisation de moyens électroniques pour l'échange des pièces écrites.

4.3 Fonctionnaire dirigeant (Art. 11)

Le fonctionnaire dirigeant est M. Ousmane Pouye, ousmane.pouye@enabel.be, Expert développement filières, Enabel au Sénégal, HLM Bongré Villa n°42, Kaolack, Sénégal.

Une fois le marché conclu, le fonctionnaire dirigeant est l'interlocuteur principal du prestataire de services. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce cahier spécial des charges.

Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des services, des états d'avancements et des décomptes.

Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé au point 1.2 « Pouvoir adjudicateur ».

Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à modifier les modalités (ex., délais d'exécution...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans le cahier spécial des charges et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

4.4 Sous-traitants (Art. 12-15)

Le fait que l'adjudicataire confie tout ou partie de ses engagements à des sous-traitants ne dégage pas sa responsabilité envers le pouvoir adjudicateur. Celui-ci ne se reconnaît aucun lien contractuel avec ces tiers.

L'adjudicataire reste, dans tous les cas, seul responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. L'adjudicataire ne peut sous-traiter le marché ou une partie du marché à d'autres sous-traitants que ceux proposés lors de sa soumission qu'après approbation préalable du pouvoir adjudicateur de ces sous-traitants.

4.5 Confidentialité (Art. 18)

L'adjudicataire et ses collaborateurs sont liés par un devoir de réserve concernant les informations dont ils ont connaissance lors de l'exécution de ce marché. Ces informations ne peuvent en aucun cas être communiquées à des tiers sans l'autorisation écrite du pouvoir adjudicateur. L'adjudicataire peut toutefois faire mention de ce marché en tant que référence, à condition qu'il en indique l'état avec véracité (ex. 'en exécution'), et pour autant que le pouvoir adjudicateur n'ait pas retiré cette autorisation pour cause de mauvaise exécution du marché.

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel d'offre avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD).

4.6 Droits intellectuels (Art. 19-23)

Le pouvoir adjudicateur acquiert les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.

4.7 Cautionnement (Art. 25-33)

Pour ce marché, un cautionnement n'est pas exigé.

4.8 Conformité de l'exécution (Art. 34)

Les services doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

4.9 Circonstances imprévisibles (Art. 38/9)

L'adjudicataire n'a droit en principe à aucune modification des conditions contractuelles pour des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

Une décision de l'Etat belge de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée être des circonstances imprévisibles au sens du présent article. En cas de rupture ou de cessation des activités par l'Etat belge qui implique donc le financement de ce marché, Enabel mettra en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

4.10 Réception technique préalable (Art. 41-42)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger à tout moment au prestataire de service un rapport d'activité (réunions, personnes rencontrées, institutions visitées, résumé des résultats atteints, problèmes rencontrés et problèmes résolus, écarts par rapport au calendrier des activités et écarts par rapport aux Termes de Référence...).

4.11 Moyens d'action du pouvoir adjudicateur (Art. 44-51 et 154-155)

Le défaut de l'adjudicataire ne s'apprécie pas uniquement par rapport aux services mêmes, mais également par rapport à l'ensemble de ses obligations.

Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

En cas d'infraction, le pouvoir adjudicateur pourra infliger l'adjudicataire une pénalité forfaitaire par infraction allant jusqu'au triple du montant obtenu par la somme des valeurs (estimées) de l'avantage offert au préposé et de l'avantage que l'adjudicataire espérait obtenir en offrant l'avantage au préposé. Le pouvoir adjudicateur jugera souverainement de l'application de cette pénalité et de sa hauteur.

Cette clause ne fait pas préjudice à l'application éventuelle des autres mesures d'office prévues au Règles Générales d'Exécution, notamment la résiliation unilatérale du marché et/ou l'exclusion des marchés du pouvoir adjudicateur pour une durée déterminée.

4.11.1 Défaut d'exécution (Art. 44)

L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché :

- Lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;
- À tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;
- Lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par lettre.

L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

Les manquements constatés à sa charge rendent l'adjudicataire passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45-49, 85 à 88, 123-124 et 154-155 des Règles Générales d'Exécution des marchés publics.

4.11.2 Amendes pour retard (Art. 46-154)

Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45. Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.

Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

Les amendes pour retard sont calculées à raison de 0,1 pour cent par jour de retard, le maximum en étant fixé à sept et demi pour cent, de la valeur de l'ensemble ou de la partie des services dont l'exécution a été effectuée avec un même retard.

4.11.3 Mesures d'office (Art. 47-155)

§ 1 Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites au paragraphe 2.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.

§ 2 Les mesures d'office sont

1° la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée ;

2° l'exécution en régie de tout ou partie du marché non exécuté ;

3° la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues à l'alinéa 1er, 2° et 3°, sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

4.11.4 Autres sanctions (Art. 48)

Sans préjudice des sanctions prévues dans le présent cahier spécial des charges, l'adjudicataire en défaut d'exécution peut être exclu par le pouvoir adjudicateur de ses

marchés pour une période de trois ans. L'intéressé est préalablement entendu en ses moyens de défense et la décision motivée lui est notifiée.

4.12 Modalités d'exécution (Art. 146 et seq.)

4.12.1 Commandes partielles (Art. 146)

Si, pour tout ou partie des quantités à prester, les documents du marché prévoient une ou plusieurs commandes partielles, l'exécution du marché est subordonnée à la notification de chacune de ces commandes.

4.12.2 Délais et clauses (Art. 147)

Les services doivent être exécutés dans un délai maximal de 18 mois à compter de la notification de la conclusion du marché.

4.12.3 Lieu où les services doivent être exécutés (Art. 149)

Les services seront exécutés aux adresses mentionnées dans les Termes de Référence.

4.12.4 Vérification des services (Art. 150)

Si pendant l'exécution des services, des anomalies sont constatées, ceci sera immédiatement notifié à l'adjudicataire par un e-mail, qui sera confirmé par la suite par l'adjudicataire. L'adjudicataire est tenu de recommencer les services exécutés de manière non conforme.

Le prestataire de services avise le fonctionnaire dirigeant par courrier ou email assurant la date exacte de l'envoi, à quelle date les prestations peuvent être contrôlées.

4.12.5 Responsabilité du prestataire de services (Art. 152-153)

Le prestataire de services assume la pleine responsabilité des fautes et manquements présentés dans les services fournis.

Par ailleurs, le prestataire de services garantit le pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution des services ou de la défaillance du prestataire de services.

4.13 Conditions générales de paiement (Art. 66-72 et 160)

L'adjudicateur effectue la vérification et le paiement du montant dû au prestataire de services dans le délai de traitement de trente jours à compter de la constatation de la fin totale ou partielle des services, dont les modalités sont fixées dans les documents du marché. Le paiement ne peut toutefois être effectué que pour autant que l'adjudicateur soit en possession de la facture régulièrement établie, de la liste des services prestés ainsi que des autres documents éventuellement exigés.

L'adjudicataire envoie les factures (en un seul exemplaire) et le procès-verbal de réception du marché à l'adresse suivante :

Erik De Niet
Représentation Enabel au Sénégal
Sotrac Mermoz, lot n° 52 - Dakar
BP 24474 Ouakam/Dakar
Et
Mame Balla Dieng, mameballa.dieng@enabel.be
Bureau Enabel, Kaolack

La facture mentionnera :

- « **Enabel, Agence belge de coopération internationale, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles)** » ;
- L'intitulé du marché : « **Appui pour le développement de noyaux laitiers dans les régions de Thiès et Fatick** » ;
- La référence du marché : « **SEN24002-10483** » ;
- Le nom du fonctionnaire dirigeant : « **M. Ousmane Pouye** ».

La facture doit être libellée en euros (€) et mentionner la TVA car les activités mises en œuvre pour le projet SEN24002 ne sont pas exonérées de TVA et autres taxes. Le paiement sera effectué par virement bancaire.

Aucune avance ne peut être demandée par l'adjudicataire et le paiement sera effectué par tranches comme suit :

N°	Après approbation :	% paiement
1.	Rapport de démarrage	15 %
2.	Rapport de diagnostic : état de lieux, plan d'action pour la modernisation et la professionnalisation de la filière	20 %
3.	Rapport d'activités du trimestre 1	10%
4.	Rapport d'activités du trimestre 2	10 %
5.	Rapport d'activités du trimestre 3	10 %
6.	Rapport d'activités du trimestre 4	10%
7.	Rapport d'activités du trimestre 5	10%
8.	Rapport final de mission incluant : - les résultats obtenus ; - les notes de capitalisation sur les bonnes pratiques.	15 %

4.14 Fin du marché (Art. 64-65, 150 et 156-157)

Les services seront suivis de près pendant leur exécution par le fonctionnaire dirigeant (voir point 4.3 « Fonctionnaire dirigeant (Art. 11) »).

4.14.1 Réception des services exécutés (Art. 64-65 et 156)

Les services seront suivis de près pendant leur exécution par le fonctionnaire dirigeant.

Les prestations ne sont réceptionnées qu'après avoir satisfait aux vérifications, aux réceptions techniques et aux épreuves prescrites.

Lorsque l'adjudicateur est en possession de la liste des services prestés ou de la facture et que la fin totale ou partielle des services est constatée conformément aux modalités fixées dans les documents du marché, l'adjudicateur effectue la vérification, procède aux formalités de réception et en notifie le résultat au prestataire de services. En tout état de cause, la vérification se fait dans le délai de traitement visé à l'article 160, alinéa 1^{er}.

Lorsque les services sont terminés avant ou après cette date, le prestataire de services en donne connaissance par envoi recommandé ou envoi électronique assurant de manière équivalente la date exacte de l'envoi au fonctionnaire dirigeant et demande de procéder à la réception.

La réception visée ci-avant est définitive.

4.15 Modifications du marché (Art. 37-38 et 151)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le contrat initial de manière unilatérale, à condition de respecter les conditions suivantes :

1° la portée du contrat reste inchangée ;

2° la valeur de la modification est limitée à 10 % du montant de passation initial.

Il ne peut toutefois être dérogé aux clauses et conditions essentielles du marché que de façon motivée, par un avenant.

4.16 Litiges (Art. 73)

Tous les litiges relatifs à l'exécution de ce marché sont exclusivement tranchés par les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.

Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités nécessaires à l'exécution de ce marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts par des tiers à cet égard.

En cas de « litige », c'est-à-dire d'action en justice, la correspondance devra (également) être envoyée à l'adresse suivante :

Agence belge de coopération internationale - Enabel
Cellule juridique du service Logistique et Achats (L&A)
À l'attention de Mme Laura Jacobs
Rue Haute 147, 1000 Bruxelles, Belgique

5 Termes de Référence

5.1 Contexte et justification

En juillet 2024, dans le cadre de son programme de coopération bilatérale avec le Gouvernement du Sénégal, Enabel a lancé le projet Naatal Sine Saloum. Cette intervention vise à contribuer au renforcement durable de la souveraineté alimentaire, à l'amélioration de la résilience socioéconomique des populations et à la lutte contre les effets du changement climatique dans la zone du Sine Saloum.

Le projet s'inscrit dans la volonté commune du Sénégal et de ses partenaires techniques et financiers de promouvoir des systèmes alimentaires plus résilients, inclusifs et durables, tout en favorisant la création d'emplois décents et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales, particulièrement celles qui dépendent fortement des activités agricoles, aquacoles et agroalimentaires.

Afin d'atteindre cet objectif global, le projet est structuré autour de trois résultats majeurs:

Résultat 1 : La résilience socioéconomique des populations est renforcée grâce à la promotion d'une croissance inclusive, sensible au genre et à l'emploi des jeunes, avec une attention particulière accordée aux jeunes femmes.

Résultat 2 : La résilience et la durabilité des systèmes alimentaires locaux sont améliorées et contribuent à un meilleur accès de toutes et tous à une alimentation saine et de qualité.

Résultat 3 : Les agents de l'administration, aux niveaux central et territorial, sont mieux outillés en tant qu'acteurs et facilitateurs du changement afin de renforcer l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques relatives à la souveraineté alimentaire et à la croissance inclusive.

Les territoires d'intervention du projet Naatal Sine Saloum et leurs zones environnantes présentent un potentiel important de développement économique à travers plusieurs chaînes de valeur agricoles et agroalimentaires. Toutefois, ces territoires restent confrontés à des défis significatifs liés à la vulnérabilité socioéconomique des populations, aux effets du changement climatique ainsi qu'à l'insuffisance de certaines infrastructures économiques et sociales.

Dans une perspective d'amélioration durable des performances des acteurs économiques, le projet accorde une importance particulière au développement des chaînes de valeur, à la promotion de l'entrepreneuriat local et à la création d'opportunités économiques durables. À travers ces actions, il ambitionne d'accroître la productivité, la compétitivité et la durabilité des filières tout en générant davantage d'emplois et de revenus au profit des populations locales.

Les interventions ciblent des filières à fort potentiel de création de richesse, d'emplois et de valorisation des ressources territoriales. Le développement de ces filières vise également à améliorer l'accès des populations à une alimentation saine et diversifiée, contribuant ainsi à l'amélioration de leur situation nutritionnelle.

Outre les filières prioritaires déjà ciblées dans la zone centre du projet — notamment le sel, l'aquaculture, les produits forestiers non ligneux (PFNL) et l'économie circulaire verte — Enabel entend également développer des interventions dans la filière lait dans les régions de Thiès et Fatick.

Le choix de cette filière répond à son fort potentiel de création d'emplois et de revenus, mais aussi à sa contribution importante à l'amélioration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la souveraineté alimentaire nationale.

Dans ce cadre, le projet accompagnera les éleveurs dans l'amélioration de leurs performances techniques, économiques, commerciales et organisationnelles. De manière concrète, les interventions porteront notamment sur :

- le renforcement des capacités des éleveurs en matière d'amélioration quantitative et qualitative de la production laitière ;
- l'amélioration des pratiques d'élevage et de gestion des exploitations ;
- le développement de mini-fermes laitières performantes ;
- la structuration des éleveurs laitiers ;
- la mise en place de circuits de collecte et de commercialisation du lait ;
- la connexion formelle et durable des éleveurs laitiers aux unités industrielles de transformation.

Ces appuis devront permettre l'émergence de noyaux laitiers performants, créateurs d'emplois et de revenus, et intégré aux circuits modernes de transformation et de commercialisation du lait local.

Toutefois, la mise en place de noyaux laitiers productifs et d'un système de collecte performant connecté aux unités industrielles nécessitent une prise en compte approfondie des dimensions techniques, économiques, socioculturelles, organisationnelles ainsi que des aspects légaux et réglementaires propres à la filière laitière au Sénégal.

C'est dans cette perspective que le projet Naatal Sine Saloum souhaite soutenir le développement d'un noyau laitier structuré dans les régions de Fatick et Thiès, afin de renforcer la contribution du lait local à la formation PIB et à la souveraineté alimentaire du Sénégal.

La filière lait occupe une place stratégique dans l'économie sénégalaise en raison de son importance nutritionnelle, économique et sociale. Malgré son potentiel considérable, ses performances restent en deçà des attentes en raison de nombreuses contraintes structurelles.

Aujourd'hui, le Sénégal importe entre 60 % et 70 % de sa consommation de produits laitiers, principalement sous forme de poudre de lait, puis transformé localement. La production nationale ne couvre qu'environ 40 % des besoins du pays et moins de 2 % du lait local produit est effectivement collecté et transformé par les industriels.

Cette situation résulte notamment :

- du faible potentiel laitier du cheptel ;
- de pratiques d'alimentation et de conduite d'élevage insuffisamment maîtrisées ;
- de la forte saisonnalité de la production ;
- de l'absence de systèmes performants de collecte, transport et traitement ;
- de la faible structuration des éleveurs laitiers ;
- d'une faible connexion entre les producteurs et les industriels de la transformation.

Cette forte dépendance aux importations expose le Sénégal aux fluctuations des marchés internationaux tout en limitant la contribution potentielle de la filière à la création de richesse, d'emplois et à la formation du PIB national.

Par ailleurs, le faible niveau de valorisation du lait local et l'absence d'une chaîne de valeur suffisamment structurée limitent les revenus des ménages pastoraux et agropastoraux. Face à cette situation, les pouvoirs publics, les institutions de recherche et les acteurs privés s'accordent sur la nécessité de construire une véritable souveraineté laitière fondée sur :

- l'amélioration des performances techniques et économiques des ménages pastoraux et agropastoraux ;
- l'accroissement de la productivité et de la qualité du lait local ;
- la structuration des éleveurs laitiers ;
- l'organisation de systèmes de collecte performants ;
- la connexion durable des producteurs aux industries de transformation.

Le renforcement du rôle de l'élevage dans l'économie nationale figure parmi les priorités du référentiel de développement Sénégal 2050. De même, la Stratégie nationale de souveraineté alimentaire 2024-2034 qui vise une réduction progressive de la dépendance du pays aux importations de denrées stratégiques, notamment les produits laitiers. Quant à la Lettre de Politique Sectorielle de l'Agriculture et de l'Élevage (LPSAE 2025-2029), elle met l'accent sur l'amélioration de la valorisation des produits d'élevage, la structuration des chaînes de valeur agropastorale, le renforcement du conseil agricole, l'amélioration génétique du cheptel et l'appui aux organisations d'éleveurs.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente initiative qui ambitionne, à l'échelle des régions de Thiès et Fatick, de contribuer à l'objectif national de souveraineté laitière à travers la démonstration d'un modèle intégré combinant amélioration de la production, structuration des producteurs, organisation de la collecte et connexion directe avec les industries de transformation.

La mise en place d'un noyau laitier reposant sur des mini-fermes performantes, ainsi que la structuration d'un réseau de collecte, connecté à une ou plusieurs unités industrielles nécessite une expertise multidisciplinaire couvrant notamment la zootechnie, la santé animale, le génie rural, agronomie, la structuration des organisations de producteurs et le développement des chaînes de valeur laitière.

Le recours à un prestataire spécialisé permettra d'assurer un accompagnement technique de qualité, un transfert durable des compétences vers les éleveurs et leurs organisations, ainsi qu'une intégration efficace de la production locale dans les circuits modernes de transformation et de commercialisation.

Ainsi, dans le cadre du projet Naatal Sine Saloum, Enabel souhaite recruter un prestataire spécialisé, justifiant d'expériences avérées au Sénégal dans le développement de noyaux laitiers, l'amélioration de la production laitière, l'organisation de systèmes de collecte et la connexion des producteurs aux unités industrielles de transformation.

Cette initiative devra contribuer à la création d'emplois décents, à l'amélioration des revenus des ménages, au développement de l'entrepreneuriat local ainsi qu'à l'amélioration de l'accès des populations à une alimentation saine et de qualité. Le prestataire devra également intégrer de manière transversale les dimensions genre,

l'inclusion sociale, l'emploi des jeunes et des femmes et amélioration des conditions de travail.

De manière globale, le prestataire sera chargé de piloter le processus intégré de développement de noyaux laitier, de renforcement des capacités des éleveurs, de structuration des organisations de producteurs, ainsi que de mise en place d'un système performant de collecte et de commercialisation du lait connecté aux industries de transformation.

Plus spécifiquement, il accompagnera les éleveurs dans la création et la gestion de mini-fermes laitières, la digitalisation du système de collecte du lait, le développement de mécanismes innovants de commercialisation connectés aux industriels de transformation, ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat et du travail décent au sein de la chaîne de valeur laitière dans les zones ciblées.

5.2 Objectifs de la mission

Objectif général

Contribuer au renforcement de l'écosystème laitier et agro-pastoral dans les régions de Thiès et Fatick afin d'améliorer durablement les performances techniques, économiques et organisationnelles des éleveurs laitiers, tout en favorisant la création et la consolidation d'emplois décents le long de la chaîne de valeur.

Objectifs spécifiques

1. Identifier les noyaux laitiers ayant un fort potentiel et opportunités de développement de la chaîne de valeur dans les régions Fatick et Thiès.
2. Accompagner la création de dix (10) mini-fermes laitières modernes et fonctionnelles dans est deux régions.
3. Mettre en place un dispositif de formation pratique basé sur l'approche Champ École Paysan (CEP) en élevage laitier, articulé autour des dix mini-fermes pilotes et élargi aux éleveurs des villages environnants, afin de diffuser les bonnes pratiques d'élevage, d'alimentation, de santé animale, amélioration génétique et de gestion des exploitations.
4. Développer un système performant de collecte du lait, assurant une meilleure qualité du lait, réduisant des pertes post-production et garantissant un accès durable et sécurité des éleveurs laitiers des marchés rémunérateurs, basé sur un partenariat formel avec des unités industrielles de transformation.
5. Renforcer l'organisation et la structuration des éleveurs laitiers, à travers l'appui aux organisations professionnelles, l'amélioration de la gouvernance, la promotion des services économiques et le développement des capacités de négociation et de représentation des producteurs.

5.3 Résultats attendus

Au terme de la mission, les résultats suivants sont attendus :

- Les noyaux laitiers à fort potentiel et les opportunités de développement de la chaîne de valeur lait dans les régions de Fatick et Thiès sont identifiés, caractérisés et cartographiés, permettant de cibler les interventions prioritaires et les investissements stratégiques.

- Dix (10) mini-fermes laitières modernes, viables et pleinement fonctionnelles sont créées et équipées dans les régions de Fatick et Thiès, servant de modèles de production laitière performante et durable.
- Les bonnes pratiques de production laitière sont diffusées grâce à un réseau de Champs Écoles Paysans performant, mise en place autour des mini-ferme et prêt pour être des ferme démonstration de la zone.
- Un système efficace de collecte du lait est mis en place et opérationnel, garantissant l'amélioration de la qualité du lait, la réduction des pertes post-production et l'accès aux marchés rémunérateurs grâce à des partenariats formalisés avec un unité industrielle de transformation de la zone.

1. Identification des noyaux laitiers	○ La cartographie du bassin lait est réalisée et aux moins deux noyaux laitiers sont identifiés ; ○ Les éleveurs laitiers pilotes sont identifiés, sélectionnés et sensibilisés ; ○ Un plan d'accompagnement et d'amélioration des éleveurs laitiers est réalisé ;
2. Création de 10 mini-fermes laitières modernes chez des éleveurs sélectionnés ;	○ Les éleveurs répondant aux critères sont sélectionnés ; ○ 10 mini-fermes laitières sont installées, équipées et fonctionnelles. ○ Les éleveurs laitiers sont formés sur les techniques modernes d'élevage (alimentation, reproduction, santé animale, traite hygiénique, gestion technico-économique).
3. Mise en place un dispositif de formation pratique (approche champ école paysan)	○ Un référentiel de bonnes pratiques d'élevage laitier est élaboré, diffusé et appliqué par les éleveurs accompagnés. ○ Les performances zootechniques (production laitière/vache/jour, taux de reproduction, taux de mortalité) sont améliorées et mesurées par rapport à la situation de référence. ○ Au moins 100 éleveurs laitiers sont formés aux techniques modernes d'élevage laitier (alimentation, reproduction, santé animale, traite hygiénique). ○ Les éleveurs laitiers maîtrisent les techniques innovantes de culture fourragères développées à travers les champs de démonstration ; ○ Les éleveurs maîtrisent les techniques innovantes de fabrication d'aliments
4. Mise en place un dispositif de collecte renforcer,	○ Les éleveurs laitiers maîtrisent et appliquent les bonnes pratiques requises pour la collecte de lait de qualité ; ○ Un réseau de collecte et de commercialisation du lait est développé et fonctionnel (consolidation des circuits existants et extension vers d'autres de la zone centre). ○ Un partenariat commercial formalisé est signé entre les éleveurs laitiers/organisation d'éleveurs et une unité industrielle de transformation laitière ;
5. Structuration des éleveurs laitiers	○ Les éleveurs laitiers sont structurés (GIE/coopérative) fonctionnelles et reconnues ○ Les éleveurs laitiers sont formés sur la gouvernance, gestion financière et leadership paysan ; ○ La coopérative des éleveurs laitiers développe des services aux membres ;
6. Système digitalisé de collecte, d'analyse et capitalisation	○ Une application digitale de collecte et d'analyse de données pour le suivi et conseil technico-économique des éleveurs est mise en place ○ Un dispositif structuré de suivi des actions menées et de mesure des indicateurs est mis en place ;

	○ Les livrables de la mission et les rapports périodiques de mise en œuvre sont produits ; ○ Les bonnes pratiques et les leçons apprises sont capitalisées.
--	--

Indicateurs clés

- Mise en place de 10 mini fermes laitières fonctionnelles ;
- Augmentation de la productivité des vaches laitières ;
- Au moins 100 éleveurs laitiers ont signé un contrat de commercialisation avec une unité industrielle de transformation du lait ;
- Augmentation de plus 50% du volume de lait produit et commercialisé à travers le partenariat avec une unité industrielle de transformation.

5.4 Métrologie et phases indicatives de mission

Le prestataire est invité à proposer, dans son offre technique, une démarche méthodologique détaillée pour la mise en œuvre de la mission. Le phasage présenté ci-dessous est fourni à titre indicatif et constitue une trame de référence que le prestataire devra prendre en compte dans sa proposition. La durée totale de mise en œuvre est estimée à 18 mois.

L'approche méthodologique proposée devra intégrer les éléments suivants :

- Une démarche participative et inclusive, associant les éleveurs, les services techniques déconcentrés de l'élevage ainsi que les autres parties prenantes pertinentes, afin de garantir l'appropriation locale du projet et la pertinence des interventions.
- Un processus rigoureux et transparent de sélection des bénéficiaires des mini-fermes, fondé sur des critères objectifs et vérifiables, notamment la motivation des candidats, leur capacité de contribution financière, l'accès sécurisé au foncier et à l'eau, ainsi que leur engagement à respecter les normes techniques et le cahier des charges du projet.
- Une logique de démonstration, d'apprentissage, faisant des dix (10) mini-fermes des fermes-écoles de référence destinées à promouvoir les bonnes pratiques d'élevage et à favoriser leur diffusion auprès de l'ensemble des éleveurs de la zone d'intervention.
- Une approche sensible garantissant une participation effective des femmes et des jeunes dans l'accès aux mini-fermes, les activités de renforcement des capacités et les instances de gouvernance des organisations de producteurs.
- Une articulation forte entre les différentes composantes de la chaîne de valeur, notamment l'appui à la production, l'organisation de la collecte du lait et la contractualisation avec l'industriel partenaire, afin de sécuriser durablement les débouchés commerciaux et de renforcer.
- Une approche axée sur la durabilité et la pérennisation des acquis, favorisant le renforcement des capacités des éleveurs et des organisations professionnelles afin d'assurer la continuité des activités.

5.5 Livrables attendus

Le prestataire devra produire les livrables suivants :

1. Rapport de démarrage comprenant : la note méthodologique, plan de travail détaillé précisant l'approche, les outils et le calendrier de mise en œuvre de la mission.
2. Rapport sur l'identification des noyaux laitiers dans les régions de Thiès et Fatick.
3. Plans d'actions ou propositions d'initiatives pour les éleveurs laitiers.
4. Application digitale pour le suivi et conseil technico-économiques des éleveurs laitiers.
5. Guide des bonnes pratiques sur la mise œuvre des champs école paysan (éleveur laitier).
6. Rapports périodiques de mise en œuvre des activités réalisées.
 - Rapport trimestriel/semestriel ;
 - Rapport annuel.
7. Rapport final de mission, incluant :
 - les résultats obtenus ;
 - les notes de capitalisation sur les bonnes pratiques.

5.6 Modalités de paiement

N°	Après approbation de :	% paiement
1.	Rapport de démarrage	15 %
2.	Le rapport du diagnostic état de lieux, plan d'action pour la modernisation et la professionnalisation de la filière	20 %
3.	Rapport d'activités trim 1	10%
4.	Rapport d'activités Trim 2	10 %
5.	Rapport d'activités Trim 3	10 %
6.	Rapport d'activités trim 4	10%
	Rapport d'activités trim 5	10%
8.	Rapport final de mission incluant : - les résultats obtenus - les notes de capitalisation sur les bonnes pratiques	15 %
Un rapport annuel sera produit à la fin de chaque exercice		

5.7 Durée, cibles et zone d'intervention de mission

La mission sera réalisée sur une période estimative de 18 mois à compter de la date de signature du contrat.

Les activités se dérouleront principalement dans les régions de Thiès et Fatick et environs : Kaolack, Kaffrine et elles toucheront les cibles suivantes :

- Les exploitations pastorales et agro-pasteurs en particulier les jeunes et les femmes...
- Les acteurs de la filière lait local dans les zones cibles.

5.8 Profil du prestataire

Le prestataire devra être une entreprise, une ONG ou toute autre entité légalement constituée, disposant des compétences techniques, de l'expertise et d'expériences nécessaires à la bonne exécution de la mission.

Profils pour la conduite de la mission (équipe clé)

Les profils qui seront proposés devront permettre de couvrir l'ensemble des livrables de la mission.

L'équipe proposée devra combiner une expertise de pointe sur l'élevage laitier, la production végétale, la digitalisation, le conseil aux exploitations familiales, l'approche champ école paysan et une expérience avérée sur la formation et le renforcement des capacités.

Le prestataire devra mobiliser une équipe pluridisciplinaire comprenant au minimum :

- Expert 1 (chef de mission) agroéconomiste, développement des filières/chaine de valeur animales ;
- Expert 2 : élevage/production laitière un zootechnicien spécialisé en élevage laitier, santé animal et insémination artificielle (IA) ;
- Expert 3 : production fourragère, développement communautaire et structuration des organisations de producteurs ;
- Quatre animateurs techniques ;
- Une équipe de support pour la digitalisation (IT), suivi-évaluation et capitalisation, gestion administrative et financière.

Expert 1 : (chef de mission) agroéconomiste, développement des filières/chaine de valeur animales

Rôle : Il/elle assurera la direction technique et la coordination globale de la mission. Il/elle pilotera la relation avec Enabel et les partenaires de mise en œuvre. Il/elle veillera à la qualité de la mission et son alignement avec les engagements contractuels et la politique sectorielle.

Profil requis :

- **Diplômes :** Bac+5/master en agronomie, élevage, vétérinaire ou autres diplômes pertinents en rapport avec la mission.
- **Expérience générale :** au moins 2 expériences significatives dans la coordination de projet d'élevage au cours des 5 dernières années ; Avoir une expérience dans le développement de filières laitières/agropastorales.

- **Expériences spécifiques :**

- Avoir au moins une expérience dans la mise en place de circuit de collecte et de commercialisation au cours des 3 dernières années au Sénégal ;
- Avoir une expérience dans la mise en place de mini-fermes laitières au cours des 3 dernières années au Sénégal ;
- Avoir des expériences dans l'accompagnement des acteurs de la filière lait.

Expert 2 : élevage/production laitière

Rôle : Il/elle aura la responsabilité de l'accompagnement technique des éleveurs dans processus d'amélioration de la qualité et la quantité du lait produit. Il/elle assurera la maîtrise des bonnes pratiques durables dans la production laitière, la santé animale, l'amélioration génétique (IA). Il/elle jouera un rôle capital dans la mise en place de mini fermes et le déploiement de l'approche champ école pays.

Profil requis :

- **Diplômes :** Licence/master sciences vétérinaires, agronomie (option production animale), élevage, autres diplômes pertinents en rapport avec la mission.
- **Expérience générale :** Au moins 2 expériences pertinentes dans un projet d'élevage au cours des 5 dernières années.
- **Expériences spécifiques :**
 - Avoir au moins une expérience dans l'amélioration génétique (Insémination Artificielle) des vaches laitières au cours des 5 dernières ;
 - Avoir une expérience dans l'accompagnement des éleveurs laitiers au cours des 5 dernières ;
 - Avoir au moins une expérience dans mise en place et l'accompagnement des mini-fermes laitières ;
 - Avoir une expérience dans la formation et le renforcement des éleveurs laitiers ;
 - Une expérience sur l'approche champ école paysan serait un atout.

Expert 3 : production végétale, développement communautaire et structuration des organisations de producteurs

Rôle : Il/elle aura la responsabilité de l'accompagnement technique des éleveurs laitiers dans la production fourragère, la structuration des éleveurs laitiers et leurs organisations. Il/elle assurera l'ancrage communautaire du projet et l'accompagnement technico-économique des éleveurs laitiers (alimentation, gestion des pâturages, conservation des fourrages etc. Il/elle accompagnera la mise en place du dispositif de collecte et le développement de l'application digitale. Il/elle participera au déploiement de l'approche champ école paysan dans les mini fermes et le suivi des performances éleveurs (production fourragère, production, collecte et commercialisation du lait et la capitalisation des activités.

Profil requis :

- **Diplômes :** Licence/master agronomie, économie rurale, autres diplômes pertinents en rapport avec la mission ;
- **Expérience générale :**

- Au moins 2 expériences pertinentes dans un projet d'élevage au cours des 5 dernières années ;
- Avoir au moins une expérience sur le suivi évaluation et la capitalisation.
- **Expériences spécifiques :**
 - Avoir au moins une expérience sur la production fourragère au cours des 5 dernières années ;
 - Avoir une expérience sur l'accompagnement et la structuration des organisations de producteurs au cours des 5 dernières années ;
 - Avoir au moins une expérience dans la mise en place et l'accompagnement des mini-fermes laitières ;
 - Avoir une expérience dans la formation et le renforcement des capacités des éleveurs laitiers ;
 - Une expérience sur l'approche champs école paysan serait un atout.

6 Formulaires

6.1 Formulaire d'identification

Nom et prénom du soumissionnaire ou dénomination de la société et forme juridique	
Nationalité du soumissionnaire et du personnel (en cas de différence)	
Domicile / Siège social	
Numéro de téléphone	
Numéro d'inscription Office National de Sécurité Sociale ou équivalent	
Numéro d'enregistrement au registre national (des entreprises) / NINEA	
Représenté(e) par le(s) soussigné(s) (nom, prénom et qualité)	
Personne de contact (numéro de téléphone, e-mail)	
En cas de différence : chef du projet (numéro de téléphone, e-mail)	

Nom :

Signature :

6.2 Signalétique financier et Relevé d'Identité Bancaire (RIB)

TITULAIRE DU COMPTE (1)			
ADRESSE			
VILLE		CODE POSTAL	
PAYS			
CONTACT			
TELEPHONE FIXE		MOBILE	
E - MAIL			

COORDONNEES BANCAIRES

INTITULE DU COMPTE			
NOM DE LA BANQUE			
ADRESSE (DE L'AGENCE)			
VILLE		CODE POSTAL	
PAYS			
NUMERO DE COMPTE (2)			
IBAN			
CODE BIC/SWIFT			

(1) Le nom ou le titre sous lequel le compte a été ouvert et non le nom du mandataire.

(2) Une copie du Relevé d'Identité Bancaire (RIB) doit être jointe à l'offre.

Tous les paiements seront effectués sur le numéro de compte mentionné. Aucune modification ne sera autorisée sans accord préalable du pouvoir adjudicateur avec la signature d'un avenant.

Nom :

Signature :

6.3 Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires

Par la présente, le soumissionnaire déclare ce qui suit :

- Ni les membres de l'administration, ni les employés, ni toute personne ou personne morale avec laquelle le soumissionnaire a conclu un accord en vue de l'exécution du marché, ne peuvent obtenir ou accepter d'un tiers, pour eux-mêmes ou pour toute autre personne ou personne morale, un avantage appréciable en argent (par exemple, des dons, gratifications ou avantages quelconques), directement ou indirectement lié aux activités de la personne concernée pour le compte de Enabel.
- Les administrateurs, collaborateurs ou leurs partenaires n'ont pas d'intérêts financiers ou autres dans les entreprises, organisations, etc. ayant un lien direct ou indirect avec Enabel (ce qui pourrait, par exemple, entraîner un conflit d'intérêts).
- Nous avons pris connaissance des articles relatifs à la déontologie et à la lutte contre la corruption repris dans le cahier spécial des charges et nous déclarons souscrire et respecter entièrement ces articles.

Nous sommes de même conscients du fait que les membres du personnel de Enabel sont liés aux dispositions d'un code éthique qui précise ce qui suit : « Afin d'assurer l'impartialité des membres du personnel, il leur est interdit de solliciter, d'exiger ou d'accepter des dons, gratifications ou avantages quelconques destinés à eux-mêmes ou des tiers, que ce soit ou non dans l'exercice de leur fonction, lorsque les dons, gratifications ou avantages précités sont liés à cet exercice. Notons que ce qui importe le plus dans cette problématique est moins l'enrichissement résultant de l'acceptation de dons, gratifications ou avantages de toute nature, que la perte de l'impartialité requise du membre du personnel dans l'exercice de sa fonction. À titre personnel, les membres du personnel n'acceptent aucune gratification, aucun don ni avantage financier ou autre, pour les services rendus ».

Si le marché précité devait être attribué au soumissionnaire, nous déclarons, par ailleurs, marquer notre accord avec les dispositions suivantes :

- Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au contractant du marché (c'est-à-dire les membres de l'administration et les travailleurs) d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux membres du personnel de Enabel, qui sont directement ou indirectement concernés par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.
- Tout contrat (marché public) sera résilié, dès lors qu'il s'avérerait que l'attribution du contrat ou son exécution aurait donné lieu à l'obtention ou l'offre des avantages appréciables en argent précités.
- Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du contractant du présent marché et d'autres marchés publics pour Enabel.
- Le contractant du marché (adjudicataire) s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels.

Le soumissionnaire prend enfin connaissance du fait que Enabel se réserve le droit de porter plainte devant les instances judiciaires compétentes lors de toute constatation de faits allant à l'encontre de la présente déclaration et que tous les frais administratifs et autres qui en découlent sont à charge du soumissionnaire.

Nom et prénom :

Date :

Signature autorisée :

6.4 Procuration

Le soumissionnaire doit joindre à son offre la **procuration** autorisant la personne à signer l'offre et toute la documentation correspondante ou tout document attestant que la personne qui signe est bien habilitée à le faire (statuts, mandats, acte notarié...).

En cas d'**association momentanée**, l'offre conjointe doit préciser le rôle de chaque membre de l'association. Un chef de file doit être désigné et la procuration doit être complétée en conséquence.

6.5 Enregistrement et statut juridique

Le soumissionnaire doit joindre à son offre une copie des documents¹⁰ originaux relatifs à son **enregistrement** et/ou son **statut juridique**, qui établissent son lieu d'enregistrement et/ou son siège statutaire (certificat de constitution ou d'enregistrement, avis d'immatriculation NINEA, etc.).

6.6 Document Unique de Marché Européen (DUME)

Le soumissionnaire doit, **sous peine d'irrégularité substantielle**, joindre à son offre le **Document Unique de Marché Européen¹⁰ (DUME)** complété et signé. Le soumissionnaire peut soit compléter le DUME joint en annexe, soit générer sa réponse sur le site : <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter>.

En cas d'**association momentanée**, le soumissionnaire doit, **sous peine d'irrégularité substantielle**, joindre à son offre le **Document Unique de Marché Européen (DUME)** complété et signé par le **chef de file et chaque membre de l'association**.

6.7 Attestation de régularité relative au paiement des cotisations sociales

Au plus tard avant l'attribution du marché, le soumissionnaire joindra à son offre une **attestation¹⁰ récente de régularité** avec ses obligations relatives au **paiement des cotisations sociales** selon les dispositions légales du pays où il est établi. Le soumissionnaire enregistré en Belgique joindra à son offre l'attestation portant sur le dernier trimestre civil écoulé avant la date limite de réception des demandes de des offres.

6.8 Attestation de régularité relative au paiement des impôts et taxes

Au plus tard avant l'attribution du marché, le soumissionnaire joindra à son offre une **attestation¹⁰ récente de régularité** avec ses obligations relatives au **paiement des impôts et taxes** selon les dispositions légales du pays où il est établi.

6.9 Attestation de non-faillite

Au plus tard avant l'attribution du marché, le soumissionnaire joindra à son offre une **attestation de non-faillite¹⁰** au nom du soumissionnaire selon les dispositions légales du pays où il est établi.

¹⁰ En cas d'association momentanée, l'attestation doit être présentée pour tous les membres de l'association.

6.10 Etats financiers

Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours des trois (03) derniers exercices un **chiffre d'affaires global cumulé au moins égal au montant de son offre**.

Le soumissionnaire doit compléter le **tableau « Données financières »** ci-dessous à partir de ses comptes annuels :

Données financières	Année- 2 (€)	Année- 1 (€)	Dernier exercice (€)	Cumul (€)
Chiffre d'affaires annuel ¹¹				
Actifs à court terme ¹²				
Passifs à court terme ¹³				

Uniquement à la demande du pouvoir adjudicateur, le soumissionnaire transmettra une copie des **états financiers des trois dernières années comptables certifiés** et approuvés par un organisme agréé, reprenant tous les actifs et tous les passifs de l'entreprise. Au cas où l'entreprise n'a pas encore publié de compte annuel, un bilan intermédiaire certifié conforme par le comptable ou par le réviseur d'entreprise ou par la personne ou l'organisme qui exerce ce type de fonction dans le pays concerné suffit.

En cas d'association momentanée, le soumissionnaire doit joindre à son offre le tableau « Données financières » ci-dessus pour tous les membres de l'association et si nécessaire, les états financiers.

¹¹ Valeur brute des avantages économiques (espèces, créances à recouvrer, autres actifs) générés par les activités normales d'exploitation de l'entreprise (telles que les ventes de biens, les ventes de services, les dividendes, etc.) au cours de l'exercice.

¹² Le bilan présente la valeur de tous les actifs qui peuvent être raisonnablement convertis en espèces dans le délai d'un d'activité normale. Les actifs à court terme incluent les avoirs en caisse, les dépôts à vue, les stocks, les garanties négociables, les avances, ainsi que les investissements dans des titres à court terme liquides, immédiatement convertibles en espèces.

¹³ Correspond aux dettes et obligations dues à moins d'un an. Les passifs à court terme figurent au bilan de la société et incluent les dettes à court terme, les obligations, les provisions et autres dettes.

6.11 Liste des services similaires

Le soumissionnaire doit joindre à son offre la **liste des principaux services similaires ci-dessous (minimum 4) qui ont été menés à bien au cours des cinq (05) dernières années (2025/2026, 2024, 2023, 2022 et 2021)**, en précisant le montant et les dates pertinentes¹⁴, ainsi que les organismes publics ou privés pour le compte desquels ils ont été effectués, démontrant que le soumissionnaire dispose de l'expérience suffisante pour mener à bien le marché :

1. **Un (01) service similaire justifiant une capacité de collecte de 5000 litres de lait/jour en moyenne** (exécuté au cours des 5 dernières années au Sénégal) ;
2. **Un (01) service similaire dans le suivi et l'accompagnement technico-économiques d'un dispositif de collecte et commercialisation du lait regroupant entre 1500 et 5000 éleveurs laitiers** (exécuté au cours des 5 dernières années au Sénégal) ;
3. **Un (01) service similaire dans le développement et le déploiement d'applications digitales ou de systèmes d'information dédiés au suivi des élevages laitiers** (exécuté au Sénégal ou dans la sous-région au cours des 5 dernières années) ;
4. **Un (01) service similaire dans la facilitation des relations commerciales contractuelles entre les éleveurs/organisations d'éleveurs et unités industrielles de transformation du lait** (exécuté au cours des 5 dernières années).

Description des principaux services de nature et de complexité comparable	Lieux d'exécution	Montants concernés	Dates de réalisation au cours des 3 dernières années	Nom des organismes publics ou privés

¹⁴ En cas de contrat-cadre (sans valeur contractuelle), seuls les contrats correspondant aux tâches mises en œuvre dans le cadre d'un tel contrat seront pris en considération.

6.12 Certificats de bonne exécution

Pour chacun des services présentés dans le tableau ci-dessus, le soumissionnaire doit **joindre les copies des certificats de bonne exécution** (PV de réception) et tout document justificatif (contrats, factures, etc.) approuvé par l'entité qui a attribué le marché.

6.13 Offre financière et formulaire d'offre

Ne changez pas le formulaire d'offre. Les réserves ne sont pas autorisées. Les soumissionnaires doivent indiquer les prix en euros et hors TVA.

En déposant son offre, le soumissionnaire déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans le cahier spécial des charges et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions. Le soumissionnaire s'engage à exécuter le présent marché conformément aux dispositions du cahier spécial des charges aux prix suivants, exprimés en euros :

	Unité	Prix unitaire*	Quantité	Total HTVA*
Expert principal 1 (chef de mission) : Agroéconomiste, développement des filières/chaine de valeur animales				
Prestation de services	Jour de travail	... €		... €
Expert principal 2 : Élevage/production laitière				
Prestation de services	Jour de travail	... €		... €
Expert principal 3 : Production végétale, développement communautaire et structuration des organisations de producteurs				
Prestation de services	Jour de travail	... €		... €
Autres frais				
	...			... €
	...			... €
	...			... €
Total HTVA :				... €
TVA :				... €
Total TTC :				... €

* Cf. points 3.4.2 « Détermination des prix », 3.4.3 « Eléments inclus dans les prix » et 4.13 « Conditions générales de paiement (Art. 66-72 et 160) ». Les activités mises en œuvre pour le projet SEN24002 ne sont pas exonérées de TVA et autres taxes.

NB 1 : Une retenue de 5% (BRS) sera effectuée sur le montant HT de tout prestataire soumis à la CGU ou au régime du réel, non assujetti à la TVA.

NB 2 : Une retenue à la source de 20 % sera appliquée sur le montant brut de toutes prestations de services rendues au (ou pour le) Sénégal par un prestataire étranger non établi. Cette retenue sera prélevée directement par Enabel sur le montant brut (Total TTC) facturé par le prestataire et reversée à la Direction générale des Impôts et des Domaines.

Nom et prénom :

Dûment autorisé à signer au nom de :

Lieu et date :

Signature autorisée :

6.14 Méthodologie

Le soumissionnaire doit joindre à son offre une méthodologie (compréhension des Termes de Référence, approche, calendrier des activités) basée sur les instructions décrites dans les Termes de Référence.

1. **Compréhension des Termes de Référence** : Toute remarque relative aux Termes de Référence, importante pour la bonne réalisation des activités, en particulier des objectifs et des résultats escomptés, montrant le degré de compréhension du marché. Enseignements tirés d'expériences similaires antérieures dans la région. Avis sur les principaux sujets relatifs à la réalisation des objectifs principaux du marché et des résultats escomptés. Explication des risques et des hypothèses ayant une incidence sur l'exécution du marché.
2. **Approche** : Aperçu de l'approche proposée pour la mise en œuvre du marché. Liste des activités proposées considérées comme nécessaires pour atteindre les objectifs du marché. Ressources et résultats correspondants.
3. **Calendrier des activités** : Calendrier, chronologie et durée des activités proposées, en tenant compte du temps de mobilisation. Identification et répartition dans le temps des principales étapes de l'exécution du marché, en précisant notamment comment les résultats obtenus seront pris en compte dans les rapports, en particulier dans ceux stipulés dans les Termes de Référence. Les méthodologies prévues dans l'offre doivent inclure un plan de travail envisageant les ressources à mobiliser.

Veillez noter que la « Compréhension des Termes de Référence » et l'« Approche » ne peuvent pas dépasser 15 pages. Ne répétez / copiez pas les TdRs.

6.15 Experts proposés

Le soumissionnaire doit compléter et joindre le **tableau** ci-dessous, ainsi que le **CV de chaque expert proposé** pour la mise en œuvre de ce marché de services. L'équipe de consultants se composera de **trois (03) experts principaux** :

- Expert principal 1 : agroéconomiste, développement des filières/chaine de valeur animales (chef de mission) ;
- Expert principal 2 : élevage/production laitière et ;
- Expert principal 3 : production végétale, développement communautaire et structuration des organisations de producteurs.

Le CV de chaque expert proposé devrait se limiter à 3 pages et un seul CV doit être fourni pour chaque poste identifié dans les Termes de référence. Les qualifications et l'expérience de chaque expert proposé doivent clairement correspondre aux profils indiqués dans les Termes de référence.

Les copies des diplômes de chaque expert proposé doivent être jointes à l'offre.

Nom de l'expert	Rôle proposé	Années d'expérience	Niveau de formation	Domaine(s) de spécialisation
	Expert principal 1 (chef de mission) : Agroéconomiste, développement des filières/chaine de valeur animales			
	Expert principal 2 : Élevage/production laitière			
	Expert principal 3 : Production végétale, développement communautaire et structuration des organisations de producteurs			

6.16 Déclaration d'exclusivité et de disponibilité

En soumettant cette offre, le soumissionnaire déclare explicitement que les experts principaux suivants sont disponibles pendant toute la période de mise en œuvre des tâches définies dans les Termes de Référence et/ou dans la méthodologie¹⁵. Les experts principaux ne seront pas remplacés lors de la mise en œuvre du marché sans l'approbation écrite préalable du pouvoir adjudicateur¹⁶.

Experts principaux	Du :	Au :
Expert principal 1 (chef de mission) : Agroéconomiste, développement des filières/chaîne de valeur animales		
Nom :		
Expert principal 2 : Élevage/production laitière		
Nom :		
Expert principal 3 : Production végétale, développement communautaire et structuration des organisations de producteurs		
Nom :		

Nom et prénom :

Date :

Signature autorisée :

¹⁵ Tout expert engagé dans le cadre d'un autre marché, pour lequel la contribution de son poste pourrait être requise aux mêmes dates que ses activités au titre du présent marché, ne doit en aucun cas être proposé comme expert principal pour ce marché. Par conséquent, les dates/périodes incluses pour un expert principal dans la déclaration de disponibilité ne doivent pas faire double emploi avec les dates auxquelles il/elle s'engage à travailler en tant qu'expert principal pour tout autre contrat.

¹⁶ En cas de remplacement, les qualifications et l'expérience de l'expert doivent être au moins égales à celles de l'expert principal proposé dans l'offre.